

SEUL

Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque

Ni chair à patron, ni chair à canon, mobilisons-nous contre la Nouvelle Licence !

En 2007 l'économie mondiale est entrée dans une **crise** sans précédent. Pour surmonter cette crise, les **capitalistes ont trois solutions**, qui sont autant d'armes contre les travailleurs. D'une part, ils imposent des **coupes budgétaires** à l'État et les **privatisations**, d'autre part, ils provoquent l'**aggravation de l'exploitation des travailleurs** et la **casse des acquis ouvriers**, enfin, ils font la **guerre**. Tous les gouvernements de gauche et de droite qui se sont succédés ces vingt dernières années ont eu pour objectif de démanteler l'éducation publique et détruire les diplômés. Avec la crise, cette course à la privatisation de l'enseignement s'est accélérée. Le gouvernement et le patronat ont un nouveau **projet d'attaque contre l'université** : la « **Nouvelle Licence** », **visant à remplacer tous les diplômés de Licence**.

De l'argent pour l'éducation, pas pour la guerre !

Pour nous faire payer la crise, on **coupe dans les dépenses publiques**. Un fonctionnaire partant à la retraite sur deux n'est pas remplacé. Rien qu'en 2011, et pour la seule Éducation nationale, **16 000 postes de professeurs ont été supprimés**. Mais dans le même temps, **17 000 militaires de l'armée de terre ont été recrutés**. Sans compter la marine, l'armée de l'air, la police, la gendarmerie... **Ceci afin de mener des guerres coloniales en Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye...** Voilà l'avenir qu'on nous réserve : être soldat plutôt que prof. Le seul budget du Ministère de la Défense s'élève à 41 milliards en 2011. Ainsi, **l'argent existe bel et bien pour faire la guerre, et pour réprimer les mouvements sociaux. Nous devons le reprendre pour financer nos retraites, notre santé et notre éducation.**

En France, 90% des universités sont privatisées !

Aujourd'hui, **sur les 82 universités françaises, 73 sont privatisées**. En effet, depuis la loi Libertés et Responsabilités des Universités (LRU, 2007) les universités ont une autonomie financière. Cette loi a institutionnalisé le désengagement financier de l'État et a contraint les universités à la course aux fonds privés, et à des partenariats public/privé. Dans les faits **les capitalistes peuvent diriger directement les universités depuis les Conseils d'Administration et mettre la main sur des filières entières**. Par exemple la banque BNP Paribas a pris le contrôle de l'université de Marne la Vallée (Paris 12). L'intérêt pour les capitalistes est double.

D'une part, faire de l'argent en **augmentant les frais d'inscription**. Pour donner un ordre d'idée, **chaque année passée dans les universités anglaises coûte 10 000€**. A l'université Paris Dauphine, les **master d'économie et de gestion coûtent entre 1500 et 3500 euros, selon les revenus de la famille**. D'autre part, former *seulement* la main d'œuvre qui lui est nécessaire. Ce qui implique une **sélection accrue** des lycéens souhaitant entrer à l'université, laissant ceux qui n'en ont pas les moyens dans des **facs poubelles**, ou sans possibilité de continuer d'étudier. **Ainsi, avec la LRU, notre droit à l'éducation, notre droit à obtenir un vrai diplôme, est remis en cause**. La « Nouvelle Licence », dont le texte de loi sera publié cet été et mise en application à la rentrée 2012, veut aller encore plus loin.

Engagez-vous au SEUL !

Si nous voulons construire un rapport de force face au gouvernement et garder nos acquis ouvriers et sociaux, **nous avons besoin d'une réelle organisation syndicale étudiante, indépendante de l'État et indépendante des Conseils Administration** des universités. Si vous pensez avec nous que l'unité de tous les étudiants est indispensable pour se battre pour un enseignement public, laïque et gratuit pour tous de la maternelle à l'université, rejoignez le **Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque**.

Objectif n°1 de la « Nouvelle Licence » : que les patrons fassent leur shopping dans nos diplômes

L'étudiant est un **travailleur en formation**. Il va à l'Université pour obtenir un diplôme qui donne droit à une qualification. La Licence, la Maîtrise, ou le Doctorat étaient des **diplômes reconnus par le code du travail et les conventions collectives**. Ils nous permettaient d'**avoir des droits** dans les entreprises (temps de travail, grilles de salaire, conditions de travail). Ceci a été détruit par la contre-réforme LMD (Lang, 2002). Les diplômés ont perdu **leur contenu national** : le contenu horaire des cursus n'est plus défini nationalement. Par

exemple un étudiant en Terminale L aura eu 8 heures de philo par semaine l'année du bac, mais seulement 6,5 en première année à la fac de Nanterre en Licence de philo.

Aujourd'hui les capitalistes passent à une étape supérieure en lançant les « Nouvelles licences » dont le contenu sera entièrement défini par les patrons sur la base de fiches de compétences. Or, ces compétences variant d'un employeur à l'autre, la valeur de notre diplôme variera en fonction du bon vouloir des employeurs. Ainsi, le tronc commun des Licences est désormais une liste de certificats, certifiés par le patronat : le C2i pour les connaissances informatiques minimales, le CCLES pour les langues. Enfin, le stage en entreprise (administration, armée, boîtes privées...) devient obligatoire pour valider son "diplôme".

En 10 ans, on est passé d'un diplôme universitaire national, reconnu sur tout le territoire, donnant accès à une véritable qualification, à une liste de compétences définies par chaque entreprise ayant investi dans chaque université.

Objectif n°2 de la « Nouvelle Licence » : Institutionnaliser la précarité à vie

Qu'est-ce qu'un stage ? Un vrai travail, occupé par étudiant payé 400 euros (s'il travaille plus de deux mois), qui remplace un travailleur qualifié, avec un vrai salaire. Ces stages sont une aubaine pour les chefs d'entreprise qui préfèrent des stagiaires sous-payés, et pour lesquels ils sont exonérés de cotisations sociales, plutôt qu'employer un travailleur qualifié. Alors que le patronat, comme l'UNEF, nous disent que les stages favorisent « l'insertion en entreprise », nous voyons bien qu'en réalité ils favorisent le chômage de masse et la précarité. C'est pourquoi nous devons nous opposer fermement à tout système de stage : ils ne répondent pas à nos besoins de formation, cassent les conditions de travail des salariés et offrent comme seule perspective la précarité à vie.

Ni chair à patrons, ni chair à canon ! C'est le moment de se battre !

Des Licences sans contenu, faisant entrer l'exploitation capitaliste dans les universités, voilà le nouveau projet du gouvernement, appelé « Nouvelle Licence ». Il s'agit d'un grand recul. Nous ne pouvons pas le laisser passer.

Si nous ne sommes pas les seuls à être durement attaqués, nous ne sommes pas non plus les seuls à nous battre : que ce soit en Espagne, au Portugal, ou en Grèce, les travailleurs et la jeunesse luttent activement contre les plans de rigueur. En France, après la dure lutte pour les retraites, la rage est intacte, comme l'ont montré les récentes mobilisations chez les dockers, les cheminots, les salariés de Carrefour ou les enseignants et parents d'élèves.

La crise du capitalisme pousse l'ensemble de la classe ouvrière dans la précarité. La jeunesse ne pourra arracher des victoires que se battant aux côtés des travailleurs en lutte. Mobilisons-nous pour de vrais diplômes, de vrais emplois, de vrais salaires, de vraies retraites. Nous pouvons imposer une défaite aux capitalistes et au gouvernement à leur service, si nous mettons toutes nos forces dans une mobilisation permanente, unie et déterminée des travailleurs et de la jeunesse jusqu'à satisfaction de toutes nos revendications :

Battons-nous contre la privatisation des universités,

Exigeons :

l'Abrogation de la LRU !

le Retrait du plan Nouvelle Licence !

**Pour un enseignement public, laïque et gratuit pour tous,
de la maternelle à l'université !**

<http://fseul.free.fr>